

1

## Texte action CSA Jeudi 12 septembre 2024

2 Un nouveau premier ministre, Michel Barnier a été nommé par Emmanuel Macron jeudi 5 septembre,  
3 et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il ne fait pas l'unanimité. C'est un mépris du vote des électeurs  
4 et cette nomination s'inscrit à l'inverse du résultat des élections législatives, marquées par  
5 une mobilisation historique pour empêcher le RN d'entrer à Matignon. Macron a fait le choix d'une  
6 personne issue du parti arrivé en dernière position, dont la survie politique dépendra du RN puisque  
7 ce sont eux qui vont faire basculer, dans un sens ou dans l'autre, une motion de censure. Nous ne  
8 pouvons qu'être inquiets par les précédentes prises de position de l'ancien ministre de Jacques Chirac  
9 et Nicolas Sarkozy, il s'était notamment prononcé en faveur de la retraite à 65 ans lors de sa campagne  
10 pour la primaire de la droite en 2021. Sans une rupture avec la politique économique et sociale en  
11 faveur des privilégiés d'Emmanuel Macron, sanctionnée par les électeurs lors des législatives le 7 juillet  
12 dernier, nous savons toutes et tous ce qui arrivera aux prochaines présidentielles. Dans ce contexte,  
13 notre syndicat doit réaffirmer ses revendications entre autres, de défense et renforcement des  
14 services publics partout sur le territoire, d'abrogation de la réforme des retraites et d'augmentation  
15 générale des salaires, traitements, pensions. À l'appel des syndicats étudiants, samedi 7 septembre, le  
16 peuple de gauche était présent en masse partout en France pour manifester contre le coup de force  
17 d'Emmanuel Macron deux mois après les élections législatives. Aujourd'hui, l'opposition a deux façons  
18 d'agir : la motion de censure à l'Assemblée, et la motion populaire, en utilisant tous les moyens,  
19 comme la grève. **D'où l'importance d'obtenir des victoires dans la rue et de poursuivre la**  
20 **mobilisation le 1er octobre prochain et d'envisager au plus vite de futures mobilisations.** D'après les  
21 documents d'orientation budgétaire pour 2025, le gouvernement démissionnaire a opté pour un  
22 nouveau tour de vis austéritaire. Ce qui explique pourquoi Emmanuel Macron a tant tardé à nommer  
23 un premier ministre. Seuls les budgets dédiés à la défense et la sécurité augmenteront plus vite que  
24 l'inflation. Le Travail et l'Éducation nationale seront aussi concernés par une baisse de leurs moyens.  
25 Le 2 septembre, 12 millions d'élèves et 1 million de salariés ont retrouvé l'école, profondément  
26 déstabilisée par des années de réformes réactionnaires et antisociales. Cette rentrée scolaire devait  
27 voir la mise en œuvre du « choc des savoirs », cette réforme aussi contestée dans ses modalités que  
28 dans ses finalités. Sur le terrain, les oppositions sont restées vives. Ce n'est pas le choc des savoirs  
29 voulu et annoncé qui va s'appliquer. C'est à mettre au crédit de l'action syndicale et de la mobilisation.  
30 Le Conseil supérieur de l'Éducation du 5 septembre devait passer en revue les derniers textes du "Choc  
31 des savoirs". Ils ont été retirés dans l'attente d'un nouveau gouvernement. **Le SNES-FSU continue de**  
32 **demander l'abrogation de la réforme et soutiendra toute initiative d'action dans les établissements**  
33 **visant à faire échouer sa mise en œuvre.**

34 Depuis un an, la valse des ministres a conduit l'éducation nationale à une frénésie de mesures.

35 **Au collège,** le DNB (diplôme national du brevet) évolue, dans un sens jugé plutôt positif : l'ensemble  
36 des matières enseignées en troisième sera désormais pris en compte pour ce diplôme, la répartition  
37 entre épreuves terminales et contrôle continu évoluant : de 40/60 % dans la note finale, on passe à  
38 60/40 %. A ce jour, élèves et enseignants ne connaissent toujours pas clairement les règles de ce  
39 premier examen de la scolarité du second degré puisqu'aucun texte réglementaire n'a été publié. Pour  
40 le reste, outre les mesures tombées en tout ou partie du train du « choc des savoirs » dans le virage  
41 de la dissolution, la grande affaire serait la « pause numérique », c'est-à-dire non plus l'interdiction de  
42 l'usage du téléphone portable, mais sa disparition pure et simple des enceintes des établissements.  
43 Elle sera expérimentée dans 200 collèges – où les CPE et personnels de vie scolaire, déjà sous tension,  
44 se demandent comment ils vont pouvoir collecter, puis rendre les appareils lors des entrées et sorties  
45 des établissements...

46 Le SNES-FSU dénonce le choix académique de bloquer une demi-journée (le lundi après-midi en lettres,  
47 le jeudi après-midi en maths) pour des formations dans le cadre du « choc des savoirs ». Cette

48 innovation, initiée par Mme la rectrice de l'académie de Nice, a entraîné de lourdes contraintes dans  
49 la constitution des edt de toutes et tous les enseignant.es et de tous les élèves. Le SNES-FSU demande  
50 que ces formations se fassent en fonction seulement des besoins et du volontariat des collègues.

51 **En lycée professionnel**, on atteint les dernières phases d'une réforme qui se solde par la perte de  
52 170 heures de cours – la moitié d'une année – sur les trois années de scolarité d'un élève de bac pro :  
53 Une drôle de manière de revaloriser le lycée professionnel !

54 **Au lycée Il faut d'urgence des allègements de programme pour l'année scolaire 2024-2025** ! Le report  
55 des épreuves de spécialité au mois de juin a été positif à bien des égards. Mais il ne règle pas tous les  
56 problèmes. En effet le périmètre des épreuves est celui des programmes intégraux dont le SNES-FSU  
57 avait dit, dès leurs publications, qu'ils étaient trop lourds dans la voie générale comme dans les séries  
58 technologiques. **Face à cette situation d'urgence, le SNES-FSU exige que soit remis sur la table**  
59 **l'ensemble des programmes du lycée** et que soient créés des groupes de travail, dans un cadre qui  
60 permettra la concertation, en vue de modifications en profondeur des programmes et des épreuves  
61 pour la rentrée 2025.

62 Nous invitons les élus des personnels en CA à se rapprocher des autres élus, en particulier des parents  
63 d'élèves, pour partager nos inquiétudes sur l'application des réformes et le bilan de la rentrée (emploi  
64 du temps, respect des options et spécialités, mise en place des groupes de besoin et impact). Pendant  
65 les manifestations, nous devons pouvoir sensibiliser l'opinion publique par un tractage avec des faits  
66 parlants sur la situation de l'éducation nationale.

67 Dans le cadre du renforcement de l'outil syndical, outil qui sera nécessaire pour lutter contre cette  
68 déferlante ultralibérale et anti-sociale, nous encourageons les collègues à se réunir lors des heures  
69 d'information syndicale voire à faire appel aux militant.es des sections départementales et  
70 académiques. Nous devons fournir tous les outils nécessaires à la tenue de ces heures d'information  
71 syndicale.

72 Après les concours, on dénombrait quelque 3 200 postes non pourvus. Pas de problème pour Nicole  
73 Belloubet qui s'est félicitée de la « reconduction des contractuels » déjà embauchés l'année passée, et  
74 des « efforts » des académies pour en trouver de nouveaux. Avoir « un enseignant devant chaque  
75 classe » sera plus que jamais un fantasme, et le manque de remplaçants conduira cette année encore  
76 à de longues semaines sans profs pour de trop nombreux élèves. Quant aux autres métiers – CPE,  
77 surveillants, AESH, infirmiers, psychologues, administratifs –, ils sont tout simplement laissés en friche,  
78 malgré les besoins d'une population scolaire que toutes les études décrivent comme de plus en plus  
79 en difficultés psycho-sociales, malgré les proclamations sur l'école inclusive ou la lutte contre les  
80 violences. Ainsi, sur la base d'une enquête réalisée auprès de ses sections d'établissement, le SNES-  
81 FSU a pu établir qu'au 5 septembre, il manquait au moins 1 professeur dans 56 % des collèges et des  
82 lycées. Des postes non pourvus, des remplacements de longue durée prévisibles et non remplacés (par  
83 exemple des congés maternité ou des congés longue maladie), tout confirme la crise structurelle que  
84 traverse l'Education nationale. A ce stade, il est évident que les remplacements en cours d'année ne  
85 seront pas assurés. Dans les disciplines, on note un grand nombre de postes de professeurs de français  
86 non pourvus, mais également en maths et dans une moindre mesure de langues vivantes, technologie,  
87 éco-gestion. La crise de recrutement est telle que toutes les académies, d'une manière ou d'une autre,  
88 sont concernées. A la fin de l'années scolaire dernière, la dotation en moyens AED a fortement diminué  
89 dans la très grande majorité des établissements, avec des baisses entre 0.1 et 0.4 ETP. Cela entraîne  
90 en cette rentrée une forte dégradation des conditions de travail des personnels et élèves. Le SNES-FSU  
91 demande a minima le rétablissement des moyens AED perdus dès l'année prochaine et continue à se  
92 battre pour l'obtention de moyens supplémentaires pour les personnels de Vie scolaire. Un nouveau  
93 premier ministre vient d'être nommé. Michel Barnier, son/sa ministre de l'Education nationale et son  
94 gouvernement doivent prendre la mesure de la grave crise que traverse l'Education nationale. L'Ecole

